

4 Actualité

Au Niger, la porte ouverte aux djihadistes

AFRIQUE Réunie hier au Ghana pour décider de son action face aux putschistes nigériens, la Cédéao s'est montrée très inquiète de la hausse des attaques induite par le coup d'Etat. Ces violences menacent tout le Sahel, relève un spécialiste du continent

PROPOS RECUEILLIS PAR
SALOMON ALBERT NTAP (PROTESTINFO)

Il faut «rétablir l'ordre constitutionnel» dans le pays pour se concentrer «sur la sécurité», «davantage fragilisée depuis la tentative de coup d'Etat»: la flambée d'attaques djihadistes qui ont touché le Niger ces derniers jours inquiète fortement les pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Ses chefs d'état-major se réunissaient hier et aujourd'hui au Ghana pour décider d'une éventuelle intervention militaire à Niamey.

INTERVIEW

Les groupes armés affiliés à Al-Qaïda ou Daech présents dans la région du Sahel ont frappé fort ces derniers jours. En une semaine, les forces de défense et de sécurité du Niger ont perdu au moins 28 hommes, a admis le ministère de la Défense de la junte: six, dimanche dans un guet-apens près de Sanam, à 300 kilomètres de Niamey, dix-sept, mardi, sans compter une vingtaine de blessés graves, après une embuscade aux alentours de Koutougou, tout près du Burkina Faso. Et le 9 août, cinq membres de la garde nationale étaient tués dans l'attaque de leur camp, toujours à côté de la frontière burkinabèe. Alors qu'avant le coup d'Etat, la France, qui dispose de 1500 soldats au Niger, participait activement avec l'armée nigérienne à la lutte contre ces groupes djihadistes, elle est devenue l'une des cibles privilégiées du nouveau régime à Niamey, qui l'accuse d'influer sur les décisions de la Cédéao.

Spécialiste de la lutte contre le terrorisme islamique au Sahel, le docteur en histoire des relations internationales et en histoire militaire à l'Université d'Abidjan Arthur Banga est persuadé que ce combat ne peut être mené que par des régimes démocratiquement élus.

En quoi la crise nigérienne affecte-t-elle la lutte antiterroriste au Sahel? Depuis que la junte est au



Capture d'écran d'une vidéo diffusée le 16 mai 2019 par l'agence de presse de l'Etat islamique Amaq représentant des combattants de l'EI au Niger. (RÉGION DE TILLABÉRI/HO/AMAQ NEWS AGENCY/AFP)

pouvoir, on a déjà assisté à six attaques impressionnantes de la part des mouvements djihadistes. Ces agressions pourraient prendre encore plus d'ampleur car l'armée nigérienne ne se concentre plus sur la lutte contre le terrorisme et ne dispose plus du soutien de l'armée française – l'armée américaine hésite encore. Voilà qui offre une nouvelle marge de manœuvre aux djihadistes, ce dont il faut sérieusement s'inquiéter, d'autant plus que la zone des trois frontières entre le Nigeria, le Mali et le Burkina Faso est la plus dangereuse du Sahel. Le regain d'activités

des groupes terroristes pourrait leur permettre de gagner du terrain pour asseoir leurs bases. On peut craindre un enlèvement, car la sécurité dans les pays gouvernés par des juntes tels que le Mali et le Burkina Faso ne s'est pas améliorée, bien au contraire. Dans quelle mesure l'armée nigérienne restera-t-elle soudée et concentrée sur le défi djihadiste plutôt que sur la gestion des affaires politiques? On l'ignore.

Qu'implique, pour la France et la communauté internationale, la destitution du président nigérien? L'enjeu, ce n'est pas tant Mohamed



ARTHUR BANGA
DOCTEUR EN
HISTOIRE MILITAIRE

Bazoum en tant qu'individu que la poursuite de la collaboration française avec un régime putschiste, alors que Paris a refusé de le faire avec le Mali. Il faut mettre en place une sorte de parallélisme formel; pour des nations qui disent défendre la

démocratie, il est périlleux de soutenir des régimes militaires.

La Cédéao a activé une force d'attente concernant le Niger. Pourquoi n'a-t-elle pas fait de même contre les djihadistes? La plupart des pays membres de la Cédéao envoient déjà des contingents à la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) – je pense au Bénin, au Togo, au Sénégal, à la Côte d'Ivoire et même au Burkina Faso à l'époque. L'Afrique de l'Ouest contribue, et continue de contribuer, à la lutte contre le terrorisme. Mais la riposte régionale

doit être articulée en collaboration avec des régimes démocratiquement élus, ou au moins possédant des accords de transition avec la Cédéao, et un calendrier clair de départ du pouvoir.

Quel scénario serait préférable pour le Niger? Ramener au pouvoir le président Mohamed Bazoum de façon pacifique, et reprendre la collaboration armée. Les régimes militaires de transition au Mali et au Burkina Faso doivent aussi tenir leurs engagements en termes de calendrier électoral pour faciliter l'intervention de tous les acteurs qui luttent contre le terrorisme. ■

Entre Russes et Ukrainiens, guerre des nerfs en mer Noire

EXPORTATIONS Parti d'Odessa, le porte-conteneurs allemand Joseph Schulte devait arriver au port turc d'Amberli jeudi en soirée. Un pied de nez ukrainien au blocus russe alors que les pays riverains sont toujours plus inquiets de la militarisation de la mer Noire

ALEXANDRE LÉVY, SOFIA

Chargé de plus de 30 000 tonnes de marchandises, le Joseph Schulte devait arriver hier soir au port turc d'Amberli en mer de Marmara, ouvrant un nouveau chapitre de la bataille maritime entre Russes et Ukrainiens en mer Noire. Parti mercredi d'Odessa en Ukraine et battant pavillon hongkongais, le porte-conteneurs allemand inaugure ce qui est désormais appelé le «corridor maritime provisoire» pour les navires commerciaux. Ce tracé a été mis en place par Kiev après que Moscou s'est retiré de l'accord sur les céréales à la mi-juillet, qui permettait aux matières premières ukrainiennes de quitter les ports du sud du pays malgré le blocus russe. Dès lors, la marine de guerre russe menace de considérer comme «cibles militaires» tous les navires voguant de et vers des ports ukrainiens, comme le rappelle le journal en exil Meduza.

REVUE DE PRESSE

Il va sans dire que le périple du Joseph Schulte, qui devait arriver vers 21h jeudi soir dans le port turc d'Amberli après avoir longé les côtes ukrainiennes, roumaines et bulgares, a été suivi de très près. Pour Kiev, il s'agit d'ores et déjà d'une petite victoire, poursuit Meduza. «L'Ukraine a fait un pas important vers le rétablissement de la liberté de navigation en mer Noire», s'est réjoui mercredi le président Zelensky. L'arrivée à bon port du porte-conteneurs serait, surtout, comme l'a souligné Andriy Klimenko, le responsable du site ukrainien Black Sea News, la preuve que «l'accord sur le transport des céréales sur la mer Noire peut fonctionner sans la Russie».

Orféverie ou piraterie?

Moscou aurait pu en décider autrement, comme le montre le sort du Sukru Okan. Dimanche au matin, ce cargo turc battant pavillon des îles Palaos a été violemment arraisonné par la marine russe alors qu'il voguait vers le port ukrainien d'Izmail, sur le Danube. Un patrouilleur, le Vassili Bykov, a procédé à des tirs de sommation avant d'envoyer un commando hélicoptère prendre le contrôle du cargo et inspecter ses cales. Diffusées par le ministère de la Défense russe, les

images de cette opération ont fait le tour de la Toile: on y voit l'assaut sur le navire en mouvement et un échange dans un anglais sommaire avec le capitaine, tandis que d'autres membres de l'équipage sont sommés de s'agenouiller mains derrière la tête. «Un acte de piraterie», a dénoncé le conseiller à la présidence ukrainienne, Mykhailo Podolyak.

Verra-t-on d'autres cargos s'engager dans le sillage du Joseph Schulte?

«Une opération digne d'un orfévre», rétorque de son côté la chaîne de télévision Tsargrad de Moscou qui appartient au sulfureux oligarque Konstantin Malofeïev, proche du Kremlin. «Nos forces spéciales ont agi de manière très courtoise, mais résolue et professionnelle», poursuit Tsargrad, en référence aux «gens courtois», un qualificatif utilisé par Moscou pour désigner les commandos qui ont annexé la Crimée en 2014.

Pour les médias proches du pouvoir de Moscou, la Russie a voulu montrer par

cette opération qui était «le patron en mer Noire», un exemple et un avertissement à l'intention de ceux qui imaginent que le trafic sur cette mer fermée peut reprendre sans l'accord de la Russie. Verra-t-on d'autres cargos s'engager dans le sillage du Joseph Schulte? La question soulève l'inquiétude des pays riverains qui craignent une «militarisation» accrue de cet espace maritime. Alors que la Turquie est restée étrangement silencieuse, l'incident du Sukru Okran a été pris très au sérieux à Bucarest et Sofia, l'assaut s'étant déroulé à quelques miles nautiques à peine de la Bulgarie. «La tension est montée de plusieurs crans», résumait, à la télévision, un ancien ministre de la Défense bulgare, le très pro-atlantiste Velizar Chalamanov. De son côté, le ministère de la Défense bulgare affirme suivre l'évolution de la situation «avec une attention accrue».

La protection de l'OTAN invoquée

Sofia, qui ne dispose que d'une très modeste flotte militaire, avait déjà été mis à l'épreuve par la décision unilatérale russe de mener des exercices militaires jusqu'au 19 août dans un périmètre en mer Noire qu'il considère appartenant à sa zone économique exclusive. «Nous ne pouvons pas y faire

grand-chose. Mais l'Alliance atlantique dont nous sommes membres avec la Roumanie, oui», relevait son ministre de la Défense Todor Tagarev. Raison pour laquelle on reparle, dans la région, de mettre les convois de navires commerciaux en mer Noire sous la protection de l'OTAN. «Les Américains l'ont fait pour approvisionner l'Europe à travers l'Atlantique pendant la Seconde Guerre mondiale», rappelle le quotidien en ligne Dnevnik de Sofia.

A Moscou, les «faucons» [les ultranationalistes, ndr] ne se font pas d'illusions sur les véritables objectifs de l'armée qui s'acharne sur les ports ukrainiens sous prétexte de détruire des installations militaires et autres «ateliers de fabrication de drones navals»: «Il s'agit d'empêcher l'Ukraine d'exporter ses céréales sans l'accord de la Russie», estime Sergueï Markov, ancien conseiller de Vladimir Poutine. Les plus va-t-en-guerre s'interrogent parfois sur «l'utilité militaire» de certaines cibles récentes, comme les silos à grains des ports danubiens d'Izmail et de Reni, à quelques encablures des rives roumaines. Des bombardements que le président roumain Klaus Iohannis avait violemment dénoncés, mettant en garde contre une «escalade qui met en péril toute la sécurité de la mer Noire». ■